



**PREFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R32-2026-258

PUBLIÉ LE 22 JUIN 2026

# Sommaire

## Agence Régionale de Santé Hauts-de-France /

R32-2026-06-09-00327 - Arrêté n° 2026-020002085-A002-99 portant modification des dotations objectifs de santé publique et missions spécifiques, de la DAF MCO, du forfait global relatif aux soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, des forfaits relatifs à la prise en charge de patients atteints de pathologies chroniques, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels, des dotations relatives au financement de la psychiatrie, et de celles relatives au financement des soins médicaux et de réadaptation 2026 (5 pages)

Page 4

R32-2026-05-07-00006 - DECISION DOS-ASNP-TS N°2026-67 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE VEHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES ET D'AGREMENT DE TRANSPORTS SANITAIRES AU PROFIT DE LA SOCIETE AMBULANCES DE OISEMONT (4 pages)

Page 9

R32-2026-05-07-00005 - DECISION DOS-ASNP-TS N°2026-68 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE VEHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT **??** DE LA SOCIETE AMBULANCES UNION (4 pages)

Page 13

R32-2026-05-07-00004 - DECISION DOS-ASNP-TS N°2026-69 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE VEHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT **??** DE LA SOCIETE AMBULANCES UNION (4 pages)

Page 17

R32-2026-06-02-00009 - DECISION DOS-ASNP-TS N°2026-74 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE VEHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT DE LA SOCIETE AMBULANCES DARGENT (4 pages)

Page 21

R32-2026-06-12-00016 - DECISION DOS-ASNP-TS N°2026-75 PORTANT REFUS DE TRANSFERT D'UNE AUTORISATION DE MISE EN SERVICE D'UN VEHICULE DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION DE CATEGORIE DE VEHICULE A L'ENCONTRE DE LA SOCIETE AMBULANCES DECAE (2 pages)

Page 25

## Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités Hauts-De-France /

R32-2026-06-22-00002 - Décision DREETS Hauts-de-France N°2026-T-Affectations 80-01 portant affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérimis - DDETS de la Somme (8 pages)

Page 27

## **Direction régionale des affaires culturelles - Hauts-de-France /**

|                                                                                                                                                              |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| R32-2026-04-26-00004 - arrêté préfectoral portant inscription au monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Marle (2 pages)                        | Page 35 |
| R32-2026-04-26-00006 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Albert (2 pages)             | Page 37 |
| R32-2026-04-26-00009 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Crèvecœur-le-grand (3 pages) | Page 39 |
| R32-2026-04-26-00001 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Flines-lez-raches (2 pages)  | Page 42 |
| R32-2026-04-26-00003 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Laon (3 pages)               | Page 44 |
| R32-2026-04-26-00005 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés à Vorges (2 pages)             | Page 47 |
| R32-2026-04-26-00007 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'un objet conservé à Bernaville (2 pages)                  | Page 49 |
| R32-2026-04-26-00010 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'un objet mobilier conservé à Bapaume (2 pages)            | Page 51 |
| R32-2026-04-26-00002 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'un objet mobilier conservé à Etrepilly (2 pages)          | Page 53 |
| R32-2026-04-26-00008 - arrêté préfectoral portant inscription au titre des monuments historiques d'un objet mobilier trouvé à Fignières (2 pages)            | Page 55 |



**Arrêté n° 2026-020002085-A002-99 portant modification des dotations objectifs de santé publique et missions spécifiques, de la DAF MCO, du forfait global relatif aux soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, des forfaits relatifs à la prise en charge de patients atteints de pathologies chroniques, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels, des dotations relatives au financement de la psychiatrie, et de celles relatives au financement des soins médicaux et de réadaptation 2026**

**La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France**

**Bénéficiaire :**

**MAISON DE SANTÉ DE BOHAIN  
57 R OLIVIER DEGUISE**

**02110 BOHAIN EN VERMANDOIS  
FINESS EJ - 020002085**

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'article 79 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;

Vu le décret n° 2022-1775 du 29 septembre 2021 relatif à la réforme du financement des activités de psychiatrie, notamment son article 2 ;

Vu le décret n°2022-597 du 21 avril 2022 relatif au financement des activités de soins médicaux et de réadaptation, notamment son article 4 ;

Vu le Décret n° 2025-168 du 20 février 2025 relatif au financement des établissements participant à l'expérimentation prévue par l'article 79 de la loi n° 2023-1250 du 26 décembre 2023 de financement de la sécurité sociale pour 2024 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 4 décembre 2023 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de soins médicaux et de réadaptation exercées par les établissements mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale et pris en application de l'article R. 162-34-1 du même code, notamment son article 11 et son annexe V ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2026 fixant les tarifs nationaux et les éléments de la campagne tarifaire 2026 pour les activités de soins médicaux et de réadaptation des établissements de santé ;

Vu l'arrêté du 19 décembre 2023 fixant les modalités transitoires pour le financement des activités de soins médicaux et de réadaptation à partir du 1er juillet 2023 et modifiant l'arrêté du 31 décembre 2022 relatif aux modalités de versement des ressources des établissements de santé par les caisses d'assurance maladie ou par la caisse nationale militaire de sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 9 janvier 2026 fixant pour l'année 2026 l'objectif des dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 9 janvier 2026 fixant pour l'année 2026 l'objectif des dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de soins médicaux de réadaptation ;

Vu l'arrêté du 9 janvier 2026 fixant pour l'année 2026 l'objectif des dépenses d'assurance maladie afférent aux activités de psychiatrie ;

Vu l'arrêté du 9 janvier 2026 fixant pour l'année 2026 l'objectif des dépenses d'assurance maladie mentionné à l'article L. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

Vu l'arrêté du 4 juin 2025 fixant la liste des actes, actions, dispositifs, interventions, mesures, prises en charge, programmes, produits, surcoûts et structures financés au titre des activités, missions et actions mentionnées aux articles D. 162-6 à D. 162-8 du code de la sécurité sociale et la liste des missions d'intérêt général financées au titre de la dotation mentionnée à l'article L. 162-23-8 du même code ;

Vu l'arrêté fixant pour l'année 2026, les dotations régionales mentionnées aux 1°, 3°, 5°, 6°, 8° de l'article R. 162-31-1 du code de la sécurité sociale, aux articles L. 162-22-8-2, R. 162-32-2, R. 162-33-17, R. 162-34-4 du même code, ainsi que le montant des transferts prévus à l'article L. 174-1-2 du même code ;

Vu l'arrêté de délégation de signature en date du 18/05/2026 ;

Vu la décision de la Commission européenne 9380 en date du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

Vu le contrat relatif à la dotation socle de financement des activités de médecine ;

Vu l'arrêté n° 2026-020002085-A001 portant fixation des dotations objectifs de santé publique et missions spécifiques, DAF MCO, du forfait global relatif aux soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, des forfaits relatifs à la prise en charge de patients atteints de pathologies chroniques, de la dotation à l'amélioration de la qualité, de la dotation socle de financement des activités de médecine et des forfaits annuels au titre de l'année 2026

## ARRETE

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### **I. Dotations relatives à des missions spécifiques au titre des activités MCO**

Le montant des dotations visant à financer les missions spécifiques propres à certains établissements et des actions et prises en charge mentionnées aux 2° et 3° de l'article L. 162-22-5 du code de la sécurité sociale est fixé à **0 €** au titre de l'année 2026 comme suit :

- Au titre du financement des missions spécifiques à certains établissements et des actions tendant à l'atteinte des objectifs inscrits dans le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, mentionnés à l'article L. 6114-2 du code de la santé publique ou, à défaut, dans un engagement contractuel spécifique : **0 €**;
- Au titre des forfaits annuels mentionnés aux articles L. 162-22-5-1 à L.162-22- 5-3 du code de la sécurité sociale et de la dotation relative au financement des structures des urgences autorisées mentionnées au 1° de l'article L. 162-22-8-2 du code de la sécurité sociale de la manière suivante :
  - Forfait annuel de coordination de prélèvements d'organes : **0 €**;
  - Forfait annuel greffes : **0 €**;
  - Forfait activités isolées : **0 €**;
  - Forfait annuel maladie rénale chronique : **0 €**.
- Le montant de la dotation populationnelle urgences : **0 €**;

## **II. Dotations relatives à des objectifs territoriaux et nationaux de santé publique au titre des activités MCO**

Le montant de la dotation de financement des objectifs territoriaux et nationaux de santé publique mentionnée à l'article L. 162-22-4 du code de la sécurité sociale est fixé à au titre de l'année 2026 comme suit :

- Au titre du financement des objectifs de santé publique : **0 €** ;
  - Dont CAQES : **0 €**
- Au titre de la dotation complémentaire à la qualité de l'activité de soins de médecine d'urgence : **0 €** ;
- Au titre de la dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale valorisant au titre de l'année 2026 la qualité et la sécurité des soins de MCO : **0 €**.

## **III. Dotation annuelle de financement**

Le montant de la dotation annuelle de financement mentionnée à l'article L.174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à **0 €** au titre de l'année 2026.

## **IV. Unités de soins de longue durée**

Le montant des ressources d'assurance maladie afférent aux soins dispensés dans les unités de soins de longue durée mentionnées à l'article L. 174-5 du code de la sécurité sociale et versées sous forme d'un forfait annuel global relatif aux soins USLD est fixé à **1 327 589,38 €**, au titre de l'année 2026

## **V. Dotations et forfaits relatifs au financement des activités de soins médicaux et réadaptation mentionnés à l'article R. 162-34-9 du code de la sécurité sociale**

Le montant des dotations et forfaits mentionnés à l'article R. 162-34-9 est fixé, au titre de l'année 2026 comme suit :

- Dotation forfaitaire populationnelle et pédiatrique : **0 €** :
  - Dont dotation populationnelle : **0 €** dont Dotation de transition – majoration ou minoration relative à la dotation forfaitaire **0 €** ;
  - Dont dotation pédiatrique : **0 €** ;
- Forfait relatif à l'utilisation des plateaux techniques spécialisés SMR: **0 €** ;
- Dotation relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation SMR : **0 €** et réparti comme suit :
  - Missions d'intérêt général : **0 €** ;
  - Aide à la contractualisation : **0 €** ;
- **Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale valorisant au titre de l'année 2026 la qualité et la sécurité des soins de SMR : 0 €.**

## **VI. Dotations relatives au financement des activités de psychiatrie mentionnées à l'article R.162-31-5 du code de la sécurité sociale**

Le montant des dotations et forfaits mentionnés au I de l'article R. 162-31-5 est fixé, au titre de l'année 2026 comme suit :

- Dotation populationnelle PSY : 0 € ;
- Dotation activités spécifiques PSY : 0 € ;
- Dotation pour la structuration de la recherche PSY : 0 € ;
- Dotation pour les nouvelles activités PSY : 0 € ;
- Dotation pour l'accompagnement à la transformation PSY : 0 € ;
- Dotation financière à l'amélioration de la qualité mentionnée à l'article L.162-23-15 du code de la sécurité sociale valorisant au titre de l'année 2026 la qualité et la sécurité des soins de PSY : 0 €.

**VII. Dotation qualité du codage mentionnée au 2° du II de l'article R. 162-31-5 du code de la sécurité sociale.**

Le montant de la dotation qualité du codage est fixé, au titre de l'année 2026, comme suit :

- Montant de dotation qualité du codage annuel prévisionnel PSY au titre de l'année 2026 : 0 € ;

**VIII. Dotation file-active mentionnée au 1° du II de l'article R. 162-31-5 du code de la sécurité sociale.**

Le montant de dotation file-active est fixé, au titre de l'année 2026 , comme suit :

- Montant de DFA annuel prévisionnel initial PSY au titre de l'année 2026 : 0 € ;

Soit un total **1 327 589,38 €**.

**Article 2 :**

À compter du 1er janvier 2027 dans l'attente de la fixation du montant des dotations et forfaits pour l'année 2027, des acomptes mensuels seront versés à l'établissement dans les conditions suivantes :

Base de calcul pour le forfait annuel global relatif aux soins pour 2026 : 1 252 295,08 €

**Article 3 :**

L'arrêté n° 2026-020002085-A001 portant fixation des dotations objectifs de santé publique et missions spécifiques, de la DAF MCO, du forfait global relatif aux soins USLD, des dotations relatives au financement des structures des urgences autorisées, des forfaits relatifs à la prise en charge de patients atteints de pathologies chroniques, de la dotation à l'amélioration de la qualité, des forfaits annuels, des dotations relatives au financement de la psychiatrie, et de celles relatives au financement des soins médicaux et de réadaptation 2026 est abrogé.

**Article 4 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application des dispositions des articles R312-10-1 et R421-1 du code de justice administrative.

**Article 5 :**

La personne désignée par La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

La caisse pivot de l'établissement est en charge du paiement des crédits mentionnés dans le présent arrêté.

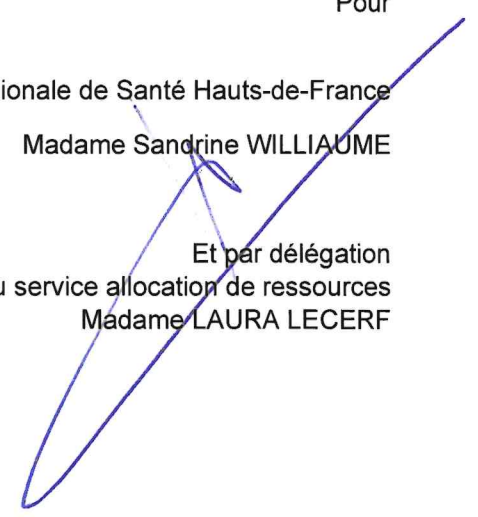
Le 09/06/2026

Pour

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France

Madame Sandrine WILLIAUME

Et par délégation  
Responsable du service allocation de ressources  
Madame LAURA LECERF



DÉCISION DOS-ASNP-TS N°2026-67 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE  
VÉHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES ET D'AGRÈMENT DE TRANSPORTS SANITAIRES AU PROFIT DE LA SOCIÉTÉ  
AMBULANCES DE OISEMONT

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE**

Vu le code de la santé publique et notamment en ses articles L.6312-1 à L.6313-1 ; R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6314-6 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du 2 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France (Monsieur Hugo GILARDI) ;

Vu le décret n° 2021-632 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 2022 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France DOS-SDA-2022-455 du 30 juin 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département de la Somme et ses avenants ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 9 avril 2026 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/RD/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde ;

Vu la demande de transfert d'autorisations de mise en service de véhicule de transports sanitaires et d'agrément de la société Ambulances de Oisemont attachés à six véhicules de transports sanitaires repris en annexe et actuellement exploités par la société Ambulances Blanchart, dans le cadre d'une cession de véhicule, demande déposée par l'intermédiaire de son représentant légal Aubin DUCATEL ;

Vu la déclaration de conformité des locaux en date du 12 mars 2026 ;

Considérant que la société Ambulances Blanchart est implantée à Oisemont, secteur de garde de Vimeu ;

Considérant que la société Ambulances de Oisemont sera implantée à Oisemont, secteur de garde de Vimeu ;

Considérant dès lors que le transfert des autorisations de mise en service des véhicules de transports sanitaires au sein du même secteur et de la même commune n'aura aucun impact sur la satisfaction des besoins de la population en matière de transports sanitaires ;

Considérant qu'il convient de constater que cette société réunit l'ensemble des conditions relatives à la délivrance d'un agrément de transport sanitaire à l'issue du transfert des autorisations de mise en service des véhicules de transports sanitaires ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il convient de faire droit à la demande d'agrément de la société Ambulances de Oisemont et d'autoriser le transfert des autorisations de mise en service des véhicules de transports sanitaires objets de la demande ;

## **D E C I D E**

**Article 1** – La société Ambulances de Oisemont est agréé sous le numéro 80-298.

**Article 2** – La société Ambulances de Oisemont est autorisée à implanter ses locaux comme suit :

- Siège : 5 Grande Rue Ault (80460)
- Bureau d'accueil, aire de stationnement et de désinfection : 4 Rue Jean Jaurès Oisemont (80140)

**Article 3** - La société Ambulances de Oisemont s'assurera que son personnel ne porte pas leur tenue professionnelle en dehors de l'activité professionnelle conformément à l'annexe 6 de l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

**Article 4** – La société Ambulances de Oisemont est autorisée à procéder au transfert des autorisations de mise en service attachées à six véhicules de transports sanitaires repris en annexe et actuellement exploités par la société Ambulances Blanchart, dans le cadre d'une cession de véhicules et ce, dans les trois mois suivant la notification de la présente décision.

**Article 5** - L'attribution de l'agrément de transports sanitaires à la société Ambulances de Oisemont est subordonnée à la réalisation du transfert des autorisations de mise en service des véhicules objets du dossier. La société Ambulances de Oisemont fera parvenir à l'agence régionale de santé Hauts-de-France:

- une copie du certificat d'immatriculation de l'ensemble des véhicules objets de la transaction indiquant leur nouvel exploitant ;
- les attestations sur l'honneur relatives à leur mise en service (formulaire 014).

**Article 6** – Les autorisations de mise en service des véhicules seront délivrées à réception de ces documents. Par ailleurs, le certificat initial d'agrément finalisant cette procédure sera délivré après réception de l'ensemble des justificatifs relatifs à l'agrément, que ce soit pour les véhicules ou le personnel.

**Article 7** – La société Ambulances de Oisemont transmettra son numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et informera l'agence régionale de santé Hauts-de-France de la finalisation des démarches pour la création de son établissement.

**Article 8** - La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

**Article 9** - La présente décision sera notifiée à la société Ambulances de Oisemont.

**Article 10** - Le directeur de l'offre de soins est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **07 MAI 2026**

**Pour le directeur général de l'ARS  
et par délégation,**



**Isabelle GUILLOTON**  
Responsable du service  
**Accès aux soins non programmés**  
Transports sanitaires

LISTE DES VEHICULES DE LA SOCIETE DE OISEMONT

| Immatriculation | Marque  | Type      | Mise en service |
|-----------------|---------|-----------|-----------------|
| HB-058-LN       | RENAULT | AMBULANCE | 25/01/2025      |
| FV-432-YQ       | FIAT    | ASSU      | 01/07/2023      |
| GV-820-DD       | RENAULT | ASSU      | 16/02/2024      |
| GK-163-LG       | SKODA   | VSL       | 17/11/2022      |
| FZ-031-TD       | RENAULT | VSL       | 01/07/2023      |
| GY-299-CD       | SKODA   | VSL       | 12/07/2024      |

**DÉCISION DOS-ASNP-TS N°2026-68 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE  
VÉHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT  
DE LA SOCIÉTÉ AMBULANCES UNION**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE**

Vu le code de la santé publique et notamment en ses articles L.6312-1 à L.6313-1 ; R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6314-6 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du 02 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France -M.GILARDI (Hugo);

Vu le décret n° 2021-632 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France DOS-SDA-2022-453 du 29 juin 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département du Pas-de-Calais et ses avenants ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 9 avril 2026 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande de la société AMBULANCES UNION portant sur le transfert de six autorisations de mise en service de véhicules de transports sanitaires, repris en annexe, déposée par l'intermédiaire de son représentant légal CHRISTOPHE SILVIE PRESIDENT SAS CLC INVEST dans le cadre d'une modification d'implantation ;

Vu la déclaration de conformité des locaux de la société en date du 02 avril 2026 ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION est actuellement implantée sur la commune de BILLY-MONTIGNY, secteur de garde de LENS ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION sera implantée sur la commune de HENIN-BEAUMONT, secteur de garde de LENS ;

Considérant dès lors que le transfert d'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires au sein du même secteur maintient le niveau de satisfaction de la population en matière de transports sanitaires ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION déclare qu'elle dispose de locaux conformes à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il convient d'autoriser le transfert de l'autorisation de mise en service du véhicule de transports sanitaires objet de la demande ;

## **D E C I D E**

**Article 1** – La société AMBULANCES UNION est autorisée à procéder au transfert de six autorisations de mise en service du véhicule de transports sanitaires repris en annexe, dans le cadre d'une modification d'implantation du 19 RUE DU TOURNAY BILLY-MONTIGNY (62420) vers le 72 RUE DE LA CALYPSO ZAC DU BORD EAUX HENIN-BEAUMONT (62110) et ce, dans les trois mois suivant la notification de la présente décision.

**Article 2** – Les adresses de la société AMBULANCES UNION seront pour :

- le siège au 9000 ROUTE DE OIGNIES LIBERCOURT (62820)
- le bureau d'accueil, l'aire de stationnement et de désinfection au 72 RUE DE LA CALYPSO ZAC DU BORD EAUX HENIN-BEAUMONT (62110).

**Article 3** – La société AMBULANCES UNION s'assurera que son personnel ne porte pas leur tenue professionnelle en dehors de l'activité professionnelle conformément à l'annexe 6 de l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

**Article 4** – La société AMBULANCES UNION fera parvenir à l'agence régionale de santé Hauts-de-France les certificats d'immatriculation actualisés à la nouvelle adresse des véhicules objet du transfert.

**Article 5** – La société AMBULANCES UNION informera l'agence régionale de santé Hauts-de-France de la finalisation de la procédure de transfert et de la date exacte du transfert de l'autorisation de mise en service.

**Article 6** – Les autorisations de mise en service de ces véhicules seront délivrées à réception de ces documents. Par ailleurs, le certificat d'agrément finalisant la procédure de transfert de cette autorisation de mise en service sera délivré après réception de l'ensemble des justificatifs relatifs à l'agrément, que ce soit pour les véhicules ou le personnel.

**Article 7** – La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

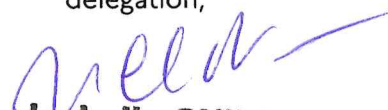
**Article 8**– La présente décision sera notifiée à la société AMBULANCES UNION.

**Article 9**– Le Directeur de l'Offre de Soins est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

07 MAI 2026

Pour le directeur général et par  
délégation,

  
**Isabelle GUILLOTON**

Responsable du service  
Accès aux soins non programmés  
Transports sanitaires

Liste des véhicules de l'entreprise AMBULANCES UNION

| Immatriculation | Marque  | Type      | Mise en service |
|-----------------|---------|-----------|-----------------|
| FP-636-MD       | RENAULT | AMBULANCE | 29/04/2025      |
| GE-209-EQ       | RENAULT | AMBULANCE | 29/04/2025      |
| FP-308-HM       | RENAULT | ASSU      | 29/04/2025      |
| GV-158-DW       | DACIA   | VSL       | 29/04/2025      |
| GV-963-DV       | DACIA   | VSL       | 29/04/2025      |
| GS-212-PK       | DACIA   | VSL       | 29/04/2025      |



**DÉCISION DOS-ASNP-TS N°2026-69 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE  
VÉHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT  
DE LA SOCIÉTÉ AMBULANCES UNION**

**LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE**

Vu le code de la santé publique et notamment en ses articles L.6312-1 à L.6313-1 ; R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6314-6 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret du 02 novembre 2022 portant nomination du directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France -M.GILARDI (Hugo);

Vu le décret n° 2021-632 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France DOS-SDA-2022-453 du 29 juin 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département du Pas-de-Calais et ses avenants ;

Vu la décision du directeur général de l'ARS Hauts-de-France du 9 avril 2026 portant délégations de signature du directeur général de l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;

Vu la demande de la société AMBULANCES UNION portant sur le transfert de six autorisations de mise en service de véhicules de transports sanitaires, repris en annexe, déposée par l'intermédiaire de son représentant légal CHRISTOPHE SILVIE PRESIDENT SAS CLC INVEST dans le cadre d'une modification d'implantation ;

Vu la déclaration de conformité des locaux de la société en date du 09 avril 2026 ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION est actuellement implantée sur la commune de ANNAY, secteur de garde de LENS ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION sera implantée sur la commune de VENDIN-LE-VIEIL, secteur de garde de LENS ;

Considérant dès lors que le transfert d'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires au sein du même secteur maintient le niveau de satisfaction de la population en matière de transports sanitaires ;

Considérant que la société AMBULANCES UNION déclare qu'elle dispose de locaux conformes à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il convient d'autoriser le transfert de l'autorisation de mise en service du véhicule de transports sanitaires objet de la demande ;

## **D E C I D E**

**Article 1** – La société AMBULANCES UNION est autorisée à procéder au transfert de six autorisations de mise en service du véhicule de transports sanitaires repris en annexe, dans le cadre d'une modification d'implantation du 1 RUE JOSEPH MATTEI ANNAY (62880) vers le 27 RUE DU 8 MAI 1945 VENDIN-LE-VIEL (62880) et ce, dans les trois mois suivant la notification de la présente décision.

**Article 2** – Les adresses de la société AMBULANCES UNION seront pour :

- le siège au 9000 ROUTE DE OIGNIES LIBERCOURT (62820)
- le bureau d'accueil, l'aire de stationnement et de désinfection au 27 RUE DU 8 MAI 1945 VENDIN-LE-VIEL (62880).

**Article 3** – La société AMBULANCES UNION s'assurera que son personnel ne porte pas leur tenue professionnelle en dehors de l'activité professionnelle conformément à l'annexe 6 de l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

**Article 4** – La société AMBULANCES UNION fera parvenir à l'agence régionale de santé Hauts-de-France les certificats d'immatriculation actualisés à la nouvelle adresse des véhicules objet du transfert.

**Article 5** – La société AMBULANCES UNION informera l'agence régionale de santé Hauts-de-France de la finalisation de la procédure de transfert et de la date exacte du transfert de l'autorisation de mise en service.

**Article 6** – Les autorisations de mise en service de ces véhicules seront délivrées à réception de ces documents. Par ailleurs, le certificat d'agrément finalisant la procédure de transfert de cette autorisation de mise en service sera délivré après réception de l'ensemble des justificatifs relatifs à l'agrément, que ce soit pour les véhicules ou le personnel.

**Article 7** – La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

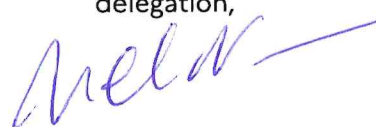
**Article 8** – La présente décision sera notifiée à la société AMBULANCES UNION.

**Article 9** – Le Directeur de l'Offre de Soins est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le

07 MAI 2026

Pour le directeur général et par  
délégation,



**Isabelle GUILLOTON**

Responsable du service

Accès aux soins non programmés  
Transports sanitaires

Liste des véhicules de l'entreprise AMBULANCES UNION

| Immatriculation | Marque  | Type      | Mise en service                                                                             |
|-----------------|---------|-----------|---------------------------------------------------------------------------------------------|
| FJ-865-AK       | RENAULT | AMBULANCE | 29/04/2025                                                                                  |
| GC-209-QR       | RENAULT | AMBULANCE | 29/04/2025                                                                                  |
| GC-732-TT       | RENAULT | ASSU      | 29/04/2025                                                                                  |
| FA-843-LY       | SKODA   | VSL       | 29/04/2025                                                                                  |
| FQ-691-AF       | RENAULT | VSL       | 29/04/2025                                                                                  |
| FW-830-VR       | RENAULT | VSL       | 29/04/2025<br>Remplacé par<br>EP-200-NT<br>du 27/03/2026<br>18:00 au<br>31/12/2026<br>18:00 |



**DÉCISION DOS-ASNP-TS N°2026-74 PORTANT ACCORD DE TRANSFERT D'AUTORISATIONS DE MISE EN SERVICE DE  
VÉHICULES DE TRANSPORTS SANITAIRES DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION D'IMPLANTATION AU PROFIT  
DE LA SOCIÉTÉ AMBULANCES DARGENT**

**LA DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ HAUTS-DE-FRANCE**

Vu le code de la santé publique et notamment en ses articles L.6312-1 à L.6313-1 ; R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6314-6 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2021-632 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France DOS-SDA-2022-453 du 30 juin 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département de l'Aisne et ses avenants ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2026 portant attribution de fonction de directeur général par intérim de l'ARS Hauts-de-France (Mme Sandrine Williaume) ;

Vu la décision de la directrice générale par intérim de l'ARS Hauts-de-France du 18 mai 2026 portant délégations de signature de la directrice générale par intérim de l'ARS ;

Vu la demande de la société AMBULANCES DARGENT portant sur le transfert de 3 autorisations de mise en service de véhicules de transports sanitaires, repris en annexe, demande déposée par l'intermédiaire de son représentant légal, Monsieur Guy FAVIER, dans le cadre d'une modification d'implantation ;

Vu la déclaration de conformité des locaux de la société en date du 16 avril 2026 ;

Considérant que la société AMBULANCES DARGENT est actuellement implantée à BELLEU, secteur de garde de SOISSONS ;

Considérant que la société AMBULANCES DARGENT sera implantée à SOISSONS, secteur de garde de SOISSONS ;

Considérant dès lors que le transfert d'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires au sein du même secteur de garde maintient le niveau de satisfaction de la population en matière de transports sanitaires ;

Considérant que la société AMBULANCES DARGENT déclare qu'elle dispose de locaux conformes à l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Considérant qu'au vu de ces éléments, il convient d'autoriser le transfert de ces autorisations de mise en service des véhicules de transports sanitaires objets de la demande ;

## **D E C I D E**

**Article 1** – La société AMBULANCES DARGENT est autorisée à procéder au transfert des trois autorisations de mise en service de véhicules de transports sanitaires repris en annexe, dans le cadre d'une modification d'implantation du 80 ROUTE DE FERE-EN-TARDENOIS 02200 BELLEU vers le 6 RUE DES CISELEURS 02200 SOISSONS et ce, dans les trois mois suivant la notification de la présente décision.

**Article 2** – Les adresses de la société AMBULANCES DARGENT seront pour le siège, bureau d'accueil, aire de stationnement, aire de désinfection au 6 RUE DES CISELEURS SOISSONS (02200).

**Article 3** – La société AMBULANCES DARGENT s'assurera que son personnel ne porte pas leur tenue professionnelle en dehors de l'activité professionnelle conformément à l'annexe 6 de l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres.

**Article 4** – La société AMBULANCES DARGENT fera parvenir à l'agence régionale de santé Hauts-de-France les certificats d'immatriculation à la nouvelle adresse des véhicules objets du transfert

**Article 5** – La société AMBULANCES DARGENT informera l'agence régionale de santé Hauts-de-France de la finalisation de la procédure de transfert et de la date exacte du transfert des autorisations de mise en service.

**Article 6** – Les autorisations de mise en service de ces véhicules seront délivrées à réception de ces documents. Par ailleurs, le certificat d'agrément finalisant la procédure de transfert de ces autorisations de mise en service sera délivré après réception de l'ensemble des justificatifs relatifs à l'agrément, que ce soit pour les véhicules ou le personnel.

**Article 7** – La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

**Article 8** – La présente décision sera notifiée à la société AMBULANCES DARGENT.

**Article 9** – Le Directeur de l'Offre de Soins est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **02 JUIN 2026**

Pour la directrice générale par intérim et  
par délégation,



**Isabelle GUILLOTON**  
Responsable du service  
Accès aux soins non programmés  
Transports sanitaires

Liste des véhicules de l'entreprise AMBULANCES DARGENT.

| Immatriculation | Marque  | Type      | Mise en service |
|-----------------|---------|-----------|-----------------|
| GM-666-EL       | NISSAN  | AMBULANCE | 01/03/2023      |
| GL-613-TH       | RENAULT | ASSU      | 10/02/2023      |
| HC-576-PP       | FIAT    | ASSU      | 15/05/2025      |



**DÉCISION DOS-ASNP-TS N°2026-75 PORTANT REFUS DE TRANSFERT  
D'UNE AUTORISATION DE MISE EN SERVICE D'UN VÉHICULE DE TRANSPORTS SANITAIRES  
DANS LE CADRE D'UNE MODIFICATION DE CATÉGORIE DE VÉHICULE A L'ENCONTRE  
DE LA SOCIÉTÉ AMBULANCES DECAE**

**LA DIRECTRICE GENERALE PAR INTERIM DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE HAUTS-DE-FRANCE**

Vu le code de la santé publique et notamment en ses articles L.6312-1 à L.6313-1 ; R.6312-1 à R.6312-23, R.6312-29 à R.6314-6 ;

Vu l'ordonnance n°2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret n°2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers ;

Vu le décret n° 2021-632 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/RD/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'ARS Hauts-de-France DOS-SDA-2022-du 30 juin 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département du Nord et ses avenants ;

Vu l'arrêté du 12 mai 2026 portant attribution de fonction de directeur général par intérim de l'ARS (Mme Sandrine Williaume) ;

Vu la décision de la directrice générale par intérim de l'ARS du 18 mai 2026 portant délégations de signature de la directrice générale par intérim de l'ARS ;

Vu la demande de transfert d'une autorisation de mise en service d'un véhicule de transports sanitaires de la société AMBULANCES DECAE domiciliée 241 Route de Fort-Mardyck Dunkerque (59140), déposée par l'intermédiaire de son représentant légal Edwige VANCOPPENOLLE, ayant pour objet le transfert de l'autorisation de mise en service d'un véhicule de transports sanitaires de type véhicule sanitaire léger immatriculé GD-880-LA dans le cadre d'un changement de catégorie en ambulance ;

Considérant qu'en application de l'article R.6312-37 du code de la santé publique la transformation des autorisations de mise en service des véhicules est soumise à l'autorisation du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Considérant que les transports opérés par un véhicule de type ambulance ont un coût triple à ceux effectués par un véhicule sanitaire léger sur une distance équivalente ;

Considérant qu'il est impossible de prendre en charge plusieurs patients dans un véhicule de type ambulance ;

Considérant que la facturation dégressive liée aux transports simultanés est inapplicable pour les ambulances ;

Considérant que la mise en œuvre d'une ambulance en remplacement d'un VSL entraînerait une augmentation de la facturation à l'encontre des organismes de sécurité sociale ;

Considérant par conséquent qu'une modification de catégorie de véhicule de type véhicule sanitaire léger en ambulance irait à l'encontre de la maîtrise des dépenses de transports de patients ;

Considérant au regard de ces éléments qu'il convient de refuser la demande de transfert de l'autorisation de mise en service du véhicule de transports sanitaires objet de la demande ;

## DECIDE

**Article 1** – La société Ambulance AMBULANCES DECAE domiciliée 241 Route de Fort-Mardyck Dunkerque (59140) n'est pas autorisée à procéder au transfert d'une autorisation de mise en service attachée à un véhicule de type « véhicule sanitaire léger » au profit d'un véhicule de type ambulance dans le cadre d'un changement de catégorie de véhicule.

**Article 2** – La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3** – La présente décision sera notifiée à la société AMBULANCES DECAE.

**Article 4** – Le Directeur de l'Offre de Soins est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Etat en Hauts-de-France.

Fait à Lille, le **12 JUIN 2026**

Pour la Directrice générale par intérim  
de l'ARS et par délégation,



**Isabelle GUILLOTON**

Responsable du service  
Accès aux soins non programmés  
Transports sanitaires

**DECISION DREETS HAUTS DE FRANCE  
N°2026-T Affectations 80-01**

**PORTANT AFFECTATION DES AGENTS DE CONTROLE DANS LES UNITES DE CONTROLE  
ET GESTION DES INTERIMS**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES DE LA SOMME**

**LE DIRECTEUR REGIONAL DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES DE LA  
REGION HAUTS DE FRANCE**

**Vu** le code du travail, et notamment ses articles R. 8122-3 et R. 8122-6,

**Vu** le code rural et de la pêche maritime,

**Vu** le décret n° 2003-770 du 20 août 2003 portant statut particulier du corps de l'inspection du travail,

**Vu** le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail,

**Vu** le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

**Vu** l'arrêté du 27 février 2023 portant nomination de M. Bruno DROLEZ sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France,

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 mars 2024 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail,

**Vu** la décision du 30 juin 2025 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail pour la région Hauts-de-France,

**DECIDE**

Article 1.1 : Les Inspecteurs du travail dont les noms suivent sont chargés des actions d'inspection de la législation du travail dans les entreprises relevant des sections d'inspection du travail composant l'Unité de contrôle :

Responsable de l'Unité de contrôle 1 Amiens-Nord : M. Jean-Philippe WISCART, Directeur-Adjoint du Travail, 40 rue de la Vallée 80042 Amiens Cedex 1.

Section 01-01 - Amiens-Gamaches : Mme Liliane BRIOT-CLEORON, Inspectrice du travail

Section 01-02 - Amiens-Abbeville Centre : M. Thibaut, VILBERT Directeur-Adjoint du travail Inspectant

Section 01-03 - Amiens-Abbeville-Saint-Valery : Mme Marion ZULIANI, Inspectrice du travail

Section 01-04 - Amiens-Abbeville-Le Crotoy : M. Sébastien GOGNALONS, Inspecteur du travail

Section 01-05 - Amiens-Fort-Mahon : M. Pierre ZAJAC, Inspecteur du travail

Section 01-06 - Amiens-Albert : Mme Apolline ANTOINE, Inspectrice du travail

Section 01-07 - Amiens-Péronne : section vacante

Responsable de l'Unité de contrôle 2 Amiens-Sud : Mme Anna JOUD - DEBAS, Directrice-Adjointe du travail, 40 rue de la Vallée 80042 Amiens cedex 1.

Section 02-01 - Amiens-Ham : M. Thomas NENEZ, Inspecteur du travail

Section 02-02 - Amiens-Agriculture Littoral : Mme Camille FAUVEL, Inspectrice du travail

Section 02-03 - Agriculture Santerre : Mme Cathy FERTÉ, Inspectrice du travail

Section 02-04 - Amiens-Roye : Mme Sofia TERCHANI, Inspectrice du travail

Section 02-05 - Amiens-Boves : M. Thierry DAVERGNE, Inspecteur du travail

Section 02-06 - Amiens-Montdidier : section vacante

Section 02-07 - Amiens-Transports Somme Nord : M. Olivier GODBILLE, Inspecteur du travail

Section 02-08 - Amiens-Transports Somme Sud : M. Vincent DE BRUYNE, Inspecteur du travail

Section 02-09 - Amiens-Transports Somme Littoral : M. Pierre MAGNOLIA, Inspecteur du travail

Article 1.2 : En cas d'absence ou d'empêchement d'un ou plusieurs agents de contrôle du travail visés à l'article 1.1, l'intérim est organisé selon les modalités ci-après :

Intérim des agents de contrôle de l'UC AMIENS NORD :

L'intérim de l'agent de contrôle de la section 01-01 est assuré par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par l'agent de contrôle de la section 01-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-08.







L'intérim de l'agent de contrôle de la section 02-08 est assuré par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-01.

Article 1.3 : Sections vacantes :

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'intérim décisionnel est assuré par l'agent de contrôle de la section 01-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-01,

ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-08, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-05.

L'intérim de contrôle de tous les établissements de la section 01-07 est assuré :

- Pour la période du 1er juin au 30 juin 2026 par l'agent de contrôle de la section 01-06,
- Pour la période du 1er juillet au 31 août 2026 par l'agent de contrôle de la section 01-04,
- Pour la période du 1er septembre au 31 octobre 2026 par l'agent de contrôle de la section 01-02.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'agent chargé par intérim du contrôle de tous les établissements de la section 01-07, l'intérim est assuré par l'agent de contrôle de la section 01-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-05 ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06 ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-08 ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07.

Section 02-06 : L'intérim décisionnel concernant les demandes d'autorisation de licenciement des salariés protégés est assuré par la responsable de l'Unité de Contrôle 2- Amiens Sud.

En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, l'intérim décisionnel est assuré par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-08, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de

contrôle de la section 01-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-03.

L'intérim de contrôle de tous les établissements de la section 02-06 est assuré :

- Pour la période du 1<sup>er</sup> avril au 31 juillet 2026 par l'agent de contrôle de la section 02-03.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'agent en charge de l'intérim de contrôle, l'intérim de contrôle est assuré par l'agent de contrôle de la section 02-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-08, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-04, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-07, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-09, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-01, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 02-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-06, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-03, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-02, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-05, ou en cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers par l'agent de contrôle de la section 01-04.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement simultané de tous les agents de contrôle affectés en section d'inspection faisant obstacle à ce que l'intérim soit assuré selon les modalités fixées aux articles 1.2 et 1.3 l'intérim est assuré par la Responsable de l'Unité de contrôle N°2, Mme Anna JOUD-DEBAS, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci par la Directrice Départementale de la DDETS de la Somme, Mme CRETON Lætitia.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 8122-10 du code du travail, les agents mentionnés aux articles 1.1 et 1.3 participent, lorsque l'action le rend nécessaire, aux actions d'inspection de la législation du travail sur le territoire de la DDETS à laquelle est rattachée l'Unité de contrôle où ils sont affectés.

Article 4 : La décision du 29 septembre 2025 portant sur l'affectation des agents de contrôle dans les unités de contrôle et gestion des intérim de la DDETS de la Somme sera abrogée à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision.

Article 5 : Le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du travail et des Solidarités des Hauts-de-France, et la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de la Somme, sont chargés de l'application de la présente décision qui entrera en vigueur à date de sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Somme.

Fait à Lille, le **22 JUIN 2026**

Le Directeur Régional de l'Economie, de l'Emploi, du  
Travail et des Solidarités,

  
Bruno DROLEZ



**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à MARLE (Aisne)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants, conservés dans l'église Notre-Dame de Marle (Aisne), et appartenant à la commune de Marle :

## Chemin de croix

Propriétaire : commune de Marle

Datation : 1961

Auteur : Hector de Pétigny (1904-1992)

Matériaux : pierre calcaire, taillée, bas-relief  
(relief méplat)

Dimensions (cm) : H : 46 ; La : 46 ; Pr : 6



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à ALBERT (Somme)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants, conservés dans l'hôtel de ville d'Albert (Somme), et appartenant à la commune d'Albert :

## Luminaires (plafonniers, appliques, suspensions, lustres)

Propriété de la commune

Auteur : Société Gaillard & Astruc, ferronniers à Paris

Datation : 1931

Matériaux : fer, verre

Plafonniers : hall d'entrée : 3

Suspensions : hall d'entrée : 2

Appliques : escalier d'honneur : 2 ; salle des mariages : 2 ; bureau du maire : 2

Lustres : salon d'honneur : 1 ; salle des mariages : 2 ; salle du conseil : 3 ; bureau du maire : 1

Dimensions (cm) : non prises



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à CRÈVECOEUR-LE-GRAND (Oise)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants appartenant au Musée des tramways à vapeur et des chemins de fer secondaires français (MTVS) sis dans la commune de Crèvecœur-le-Grand (Oise) :

### **Locomotive à vapeur 031 T n°12**

Propriétaire : MTVS

Datation : 1891

Constructeur : Schneider

Dimensions (m) : Long : 6,97



### **Trois voitures de voyageur B9, B44 et B56**

Propriétaire : MTVS

Matériaux : bois (châssis en fonte, non conservés)

Datation : 1910

Constructeur : indéterminé

Provenance : Chemins de fer secondaires des Charentes

Dimensions (m) : Long : 6,14



### **Château d'eau**

Propriétaire : MTVS

Matériaux : fonte (piètement), fer (cuve)

Datation : VERS 1895

Constructeur : Chappée, Le Mans

Provenance : réseau des tramways des Deux-Sèvres

Dimensions (m) : H : 6,40



12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

## Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et au dépositaire.

## Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026



Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à FLINES-LEZ-RACHES (Nord)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants, conservés dans les églises Notre-Dame de Pellevoisin et Saint-Michel situées à Flines-Lez-Raches (Nord), et appartenant à l'association diocésaine de Cambrai :

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

### Statue d'une Vierge à l'Enfant

Propriété : association diocésaine de Cambrai

Localisation : Flines-lez-Raches (Nord), église Notre-Dame de Pellevoisin

Datation : 1925-1927

Auteur : Henri Charlier (1883-1975)

Matériaux : pierre calcaire

Techniques : sculpture

Dimensions : H : 143 cm ; La : 48 cm



### Statue de saint Joseph

Propriété : association diocésaine de Cambrai

Localisation : Flines-lez-Raches (Nord), église Saint-Michel

Auteur : Henri Charlier (1883-1975) (attribution)

Matériau : Pierre ; taillée ; sculptée

Datation : 1927-1929

Dimension(s) : H : 139 cm ; La : 46 cm



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026



Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à LAON (Aisne)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants, conservés à la maison départementale des personnes handicapées de l'Aisne de Laon (Aisne), ancien bâtiment des archives départementales de l'Aisne, et appartenant au Département de l'Aisne :

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

### **Ronde-bosse : *Fatale mélodie***

Propriétaire : département de l'Aisne (don de l'artiste)

Datation : 1979

Auteur : Hector de Pétigny (1904-1992)

Matériaux : bois (tilleul), taillé en ronde-bosse

Dimensions (cm) : H : 120 ; La (base) : 46



### **Lambris de hauteur ; reliefs : *L'Arbre de la science*, avec représentations allégoriques de *L'Architecture*, *L'Aisne*, *Les Archives***

Propriétaire : département de l'Aisne

Datation : 1979

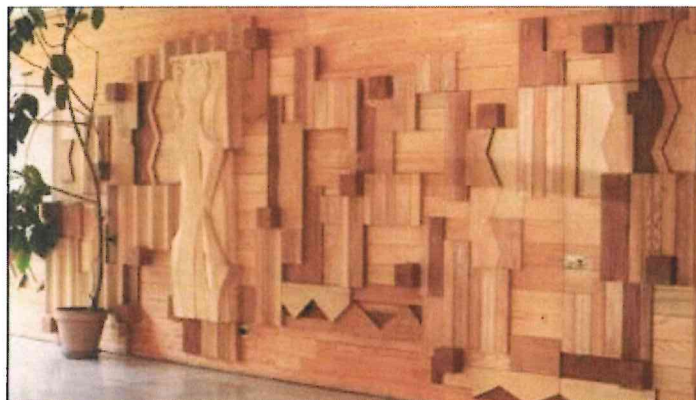
Auteur : Hector de Pétigny (1904-1992)

Matériaux :

- lambris : bois (5 essences) ;

- reliefs : bois (tilleul), taillé

Dimensions (m) : H : 3 ; L : 20



12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

## Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire.

## Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026



Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'objets mobiliers conservés à VORGES (Aisne)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation des objets mobiliers ci-après désignés présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont inscrits au titre des monuments historiques les objets mobiliers suivants, conservés dans l'église Saint-Jean-Baptiste de Vorges (Aisne), et appartenant à la commune de Vorges :

## Chemin de croix

Propriétaire : commune de Vorges

Datation : 1949

Auteur : Hector de Pétigny (1904-1992)

Inscription : H. de Pétigny / 1949

Matériaux : huile sur toile

Dimensions (cm) : H : 60 ; La : 52



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'un objet mobilier conservé à BERNAVILLE (Somme)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation de l'objet mobilier ci-après désigné présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit au titre des monuments historiques l'objet mobilier suivant, conservé dans l'église de la Sainte-Trinité située dans la commune de Bernaville (Somme), et appartenant à la commune de Bernaville :

**Statue : Vierge de l'Immaculée Conception, dite aussi Vierge de la Médaille miraculeuse**

Propriétaire : commune de Bernaville

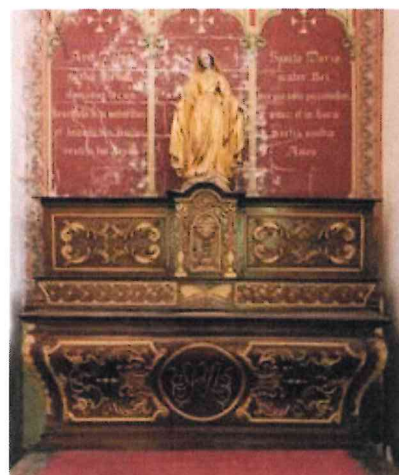
Appartenant à l'ensemble de l'autel latéral droit (autel de la Vierge)

Datation : 4<sup>e</sup> quart XIX<sup>e</sup> siècle, vers 1835-1840

Matériaux : bois : doré ; peint

Dimensions (cm) :

- H = 115 ; La = 70 ; Pr = 40 avec globe, 23 statue seule



Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'un objet mobilier conservé à BAPAUME (Pas-de-Calais)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation de l'objet mobilier ci-après désigné présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit au titre des monuments historiques l'objet mobilier suivant, conservé dans l'église Saint-Nicolas située dans la commune de Bapaume (Pas-de-Calais), et appartenant à la commune de Bapaume :

## Crosse de Monseigneur Lequette, Evêque d'Arras de 1866 à 1882 et sa boîte

Propriété de la commune de Bapaume

Datation : 1866

Auteur : Louis Bachelet (1818-1877), orfèvre parisien

Matériaux : Argent doré et émail

Technique : orfèvrerie

Dimensions : L : 192 cm



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)

**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'un objet mobilier conservé à ETREPILLY (Aisne)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation de l'objet mobilier ci-après désigné présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit au titre des monuments historiques l'objet mobilier suivant, conservé dans l'église Saint-Leu située dans la commune d'Etrepilly (Aisne), et appartenant à la commune d'Etrepilly :

### **Cloche Eléonor, avec son battant**

Propriétaire : commune d'Etrepilly

Datation : 1685

Auteur : non défini

Matériaux:

- Cloche : bronze
- Battant : fer forgé

Dimensions (cm) :

Cloche : H : 56,50 ; D : 56,50; Pds : env. 110 kg

Battant : 41,50

Note : Fa 4

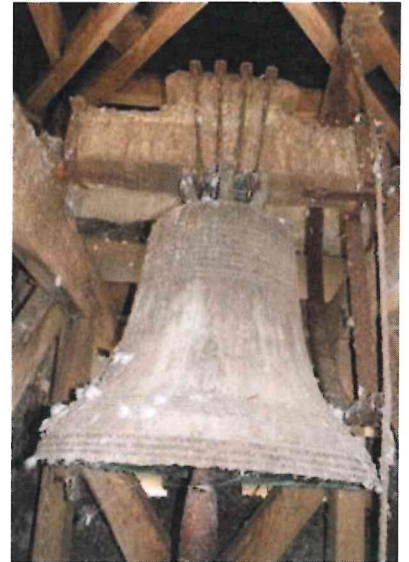
Iconographie :

Crucifixion avec la Vierge et saint Jean

Vierge à l'Enfant

Evêque crossé et mitré (?)

Inscription, transcrite vers 1922 : IE SUIS NOMME ELEONOR PAR DAME ELEONOR / DANQUECHIN DAME DESTREPILLY ET AUTRES LIEUX / ET PAR MSRE HANTRY DE LIONS CHEVRE SEIGR / COMTE DESPAUX ET AUTRE LIEUX DU TEMPS DE MR / FRANCOIS LALLEMANT PBRE CURE DUDIT / ESTREPILLY 1685



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**Arrêté préfectoral portant inscription  
au titre des monuments historiques  
d'un objet mobilier conservé à FIGNIERES (Somme)**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le code du patrimoine, livre VI, titres I et II et notamment l'article R 622-32 portant inscription d'un objet mobilier au titre des monuments historiques ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture entendue en sa séance du 3 décembre 2025 ;

Considérant que la conservation de l'objet mobilier ci-après désigné présente, au point de vue de l'histoire et de l'art, un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Est inscrit au titre des monuments historiques l'objet mobilier suivant, conservé dans l'église Saint-Nicolas située dans la commune de Fignières (Somme), et appartenant à la commune de Fignières :

## Tableau : Adoration des mages et son cadre

Propriété de la commune

Datation : XVIII<sup>e</sup> siècle

Matériaux : huile sur toile ; cadre en bois doré

Dimensions (cm) : H : 220 la : 115 (sans cadre)



### Article 2

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire et à l'affectataire.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional des affaires culturelles sont chargés, pour le préfet de région et chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la région Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 26 AVR. 2026

Bertrand GAUME

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : [www.hauts-de-france.gouv.fr](http://www.hauts-de-france.gouv.fr)

Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf](https://linkedin.com/company/prefethdf)